

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

21 OCTOBRE 1975. — Arrêté royal fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut,

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 13 juin 1975;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 1er juillet 1975;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service de santé interforces;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions communes

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° militaire marié : non seulement le militaire marié, mais aussi celui qui est célibataire, conjoint survivant, séparé de corps ou divorcé, ayant charge de famille;
- 2° résidence administrative : le lieu où est installé l'unité ou l'organisme qui administre organiquement le militaire;
- 3° lieu habituel de travail : l'organisme militaire ou civil où le militaire exerce habituellement et effectivement son travail.

Pour le militaire dont la fonction a un caractère itinérant ou est exercée partiellement à l'extérieur du Royaume, la résidence administrative est aussi le lieu habituel de travail;

4° déplacement de service : un déplacement commandé par une autorité militaire pour effectuer une mission;

5° prestation de service particulière : l'activité qui ne peut pas être considérée comme normale ou inhérente à la fonction et qui est définie comme telle par le Ministre de la Défense nationale.

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 1er mars 1958, *Moniteur belge* du 15 mars 1958.
Loi du 28 juin 1960, *Moniteur belge* du 15 juillet 1960.
Loi du 26 juillet 1962, *Moniteur belge* du 11 août 1962.
Loi du 23 juin 1964, *Moniteur belge* du 30 septembre 1964.
Loi du 27 décembre 1973, *Moniteur belge* du 25 janvier 1974.
Arrêté royal du 26 janvier 1953, *Moniteur belge* du 29 janvier 1953.
Arrêté royal du 17 juin 1955, *Moniteur belge* du 19 juin 1955.
Arrêté royal du 24 juin 1965, *Moniteur belge* du 14 juillet 1965.
Arrêté royal du 29 juin 1967, *Moniteur belge* du 30 juin 1967.
Arrêté royal du 18 avril 1968, *Moniteur belge* du 6 juin 1968.
Arrêté royal du 25 février 1971, *Moniteur belge* du 7 mai 1971.
Arrêté royal du 27 décembre 1971, *Moniteur belge* du 25 février 1972.
Arrêté royal du 20 juillet 1972, *Moniteur belge* du 19 août 1972.
Arrêté royal du 20 janvier 1972, *Moniteur belge* du 5 février 1972.
Arrêté royal du 8 avril 1974, *Moniteur belge* du 10 mai 1974.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

21 OKTOBER 1975. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militair die in België verplicht wordt bepaalde werkelijke lasten te dragen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot,

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 13 juni 1975;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 1 juli 1975;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtleden;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° gehuwd militair : niet alleen de gehuwde militair maar ook degene die ongehuwd, overlevende echtgenoot, gescheiden van tafel en bed, of gescheiden is en die gezinslasten heeft;
 - 2° standplaats : de plaats waar de eenheid of instelling is gevestigd, die de militair organiek beheert;
 - 3° gewone plaats van het werk : de militaire of burgerlijke inrichting waar de militair zijn betrekking gewoonlijk en werkelijk uitoefent.
- Voor de militair die een reizende ambtsbetrekking uitoefent of die gedeeltelijk dienst buiten het Rijk presteert is de standplaats eveneens de gewone plaats van het werk;
- 4° dienstreis : een door de militaire overheid bevolen verplaatsing om een opdracht uit te voeren;
 - 5° bijzondere dienstprestatie : de activiteit die niet als normaal of als aan de functie verbonden kan worden beschouwd en die door de Minister van Landsverdediging als dusdanig wordt bepaald.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

- Wet van 1 maart 1958, *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1958.
Wet van 28 juni 1960, *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1960.
Wet van 26 juli 1962, *Belgisch Staatsblad* van 11 augustus 1962.
Wet van 23 juni 1964, *Belgisch Staatsblad* van 30 september 1964.
Wet van 27 december 1973, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1974.
Koninklijk besluit van 26 januari 1953, *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1953.
Koninklijk besluit van 17 juni 1955, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1955.
Koninklijk besluit van 24 juni 1965, *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 1965.
Koninklijk besluit van 29 juni 1967, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1967.
Koninklijk besluit van 18 april 1968, *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 1968.
Koninklijk besluit van 25 februari 1971, *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 1971.
Koninklijk besluit van 27 december 1971, *Belgisch Staatsblad* van 25 februari 1972.
Koninklijk besluit van 20 juli 1972, *Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1972.
Koninklijk besluit van 20 januari 1972, *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 1972.
Koninklijk besluit van 8 april 1974, *Belgisch Staatsblad* van 10 mei 1974.

Art. 2. Le militaire qui, en Belgique :

- 1° accomplit des déplacements de service;
 - 2° est désigné pour un nouveau lieu habituel de travail;
 - 3° est astreint à effectuer une prestation de service particulière;
 - 4° est affecté à certains quartiers généraux, état-majors et organismes internationaux;
 - 5° supporte des frais supplémentaires pour l'enseignement des enfants à sa charge,
- est indemnisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 3. § 1er. Les indemnités dont question aux titres II et III, à l'exclusion toutefois de celles reprises aux tableaux Ier et 3 de l'annexe au présent arrêté sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux modalités de la loi du 2 août 1971.

A cette fin, elles sont rattachées à l'indice-pivot 114,20.

§ 2. Moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, les indemnités reprises au tableau Ier peuvent être revues sur décision du Ministre de la Défense nationale.

TITRE II. — Indemnités pour déplacements de service, transfert du lieu habituel de travail et prestations de service particulières

CHAPITRE Ier. — Déplacements de service

Art. 4. Le militaire qui, pendant un déplacement de service d'au moins 5 heures, est obligé de prendre un repas à ses frais, bénéficie de l'indemnité forfaitaire fixée au tableau Ier de l'annexe au présent arrêté. Dans des circonstances exceptionnelles, sur lesquelles il appartient au Ministre de la Défense nationale de se prononcer, il est remboursé de ses frais de nourriture dans la limite du montant fixé au tableau 2, a, de l'annexe au présent arrêté.

Toutefois, le militaire en cours et stages en milieu militaire ou en exercice et manœuvres, ne peut prétendre pour le repas de midi et du soir qu'à l'indemnité forfaitaire fixée au tableau Ier de l'annexe au présent arrêté. Dans des circonstances exceptionnelles, sur lesquelles il appartient au Ministre de la Défense nationale de se prononcer, il est remboursé de ses frais de nourriture dans la limite du montant fixé au tableau 2, a, de l'annexe au présent arrêté.

Art. 5. § 1er. Le militaire, qui pendant un déplacement de service d'au moins 5 heures est obligé de loger à ses frais en dehors de son domicile, bénéficie, sur présentation d'une note ou d'un reçu, du remboursement des frais de logement dans la limite du montant ordinaire fixé au tableau 2, b, de l'annexe au présent arrêté.

§ 2. Lorsque le déplacement de service vise la participation à une conférence internationale ou a lieu dans une localité comprise dans une des agglomérations visées par l'article 4, § 2, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation, le militaire peut prétendre, sur présentation d'une note ou d'un reçu, au remboursement de ses frais de logement dans la limite du montant exceptionnel fixé au tableau 2, b, de l'annexe au présent arrêté.

Art. 6. Le militaire en déplacement de service voyage aux frais de l'Etat :

- 1° pour se rendre de son lieu habituel de travail à la localité où il doit exécuter la mission;
- 2° le cas échéant, entre la localité où il est en mission et son domicile en remplacement du remboursement des frais de logement;
- 3° le cas échéant, entre la localité où il est en mission et son domicile au début et à la fin d'une période d'interruption du déplacement de service;
- 4° pour se rendre en fin de mission à son lieu habituel de travail.

Les dispositions visées aux points 2° et 3° ne sont toutefois pas applicables aux militaires soldés.

Art. 7. § 1er. Pendant une période d'interruption du déplacement de service, le militaire peut, pour une durée maximum fixée par le Ministre de la Défense nationale, continuer à prétendre au remboursement des frais de logement ou des frais réels d'abonnement supportés pour cette période. L'indemnité pour frais de nourriture n'est pas due pendant la période d'interruption.

Art. 2. De militair die in België :

- 1° voor de dienst reist;
 - 2° voor een nieuwe gewone plaats van het werk wordt aangewezen;
 - 3° een bijzondere dienstprestatie moet uitvoeren;
 - 4° voor bepaalde internationale hoofdkwartieren, generale staven en instellingen wordt aangewezen;
 - 5° bijkomende kosten draagt voor het onderwijs van de kinderen te zijnen laste,
- wordt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit vergoed.

Art. 3. § 1. De in de titels II en III bedoelde vergoedingen, uitzonderd die welke voorkomen op de tabellen 1 en 3 van de bijlage bij dit besluit, volgen de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

Te dien einde worden zij gekoppeld aan de spilindex 114,20.

§ 2. Op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, mogen de vergoedingen die voorkomen op tabel 1, bij beslissing van de Minister van Landsverdediging, worden gewijzigd.

TITEL II. — Vergoedingen voor dienstreizen, overbrenging van de gewone plaats van het werk en bijzondere dienstprestaties

HOOFDSTUK I. — Dienstreizen

Art. 4. De militair die tijdens een dienstreis van ten minste 5 uren verplicht is een maaltijd op eigen kosten te nemen, geniet de forfaitaire vergoeding vastgesteld in tabel 1 van de bijlage bij dit besluit of kan op overlegging van een rekening of ontvangstbewijs, aanspraak maken op de terugbetaling van zijn voedingskosten binnen de grenzen van het bedrag vastgesteld in tabel 2, a, van de bijlage bij dit besluit.

Evenwel kan de militair, op cursus of stage in een militair midden of op oefening en manoeuvre, voor het middag- of avondmaal slechts aanspraak maken op de forfaitaire vergoeding vastgesteld in tabel 1 van de bijlage van dit besluit. In uitzonderlijke omstandigheden waarover de Minister van Landsverdediging zich behoort uit te spreken worden zijn voedingskosten terugbetaald binnen de grenzen van het bedrag vastgesteld in tabel 2, a, van de bijlage bij dit besluit.

Art. 5. § 1. De militair die tijdens een dienstreis van ten minste 5 uren, verplicht is op eigen kosten buiten zijn woonplaats te overnachten geniet, op overlegging van een rekening of ontvangstbewijs, de terugbetaling van de logementskosten binnen de grenzen van het gewone bedrag vastgesteld in tabel 2, b, van de bijlage bij dit besluit.

§ 2. Wanneer de dienstreis de deelname aan een internationale conferentie beoogt of plaats heeft in een lokaliteit die behoort tot één van de agglomeraties bedoeld bij artikel 4, § 2, van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen, kan de militair, op voorlegging van een rekening of ontvangstbewijs, aanspraak maken op de terugbetaling van zijn logementskosten binnen de grenzen van het buitengewoon bedrag vastgesteld in tabel 2, b, van de bijlage bij dit besluit.

Art. 6. De militair op dienstreis reist op kosten van de Staat :

- 1° om zich van zijn gewone plaats van het werk naar de plaats van de opdracht te begeven;
- 2° in voorkomend geval, tussen de plaats van de opdracht en zijn woonplaats in vervanging van de terugbetaling der logementskosten;
- 3° in voorkomend geval, tussen de plaats van de opdracht en zijn woonplaats bij het begin en op het einde van een periode van onderbreking van de dienstreis;
- 4° om zich op het einde van de dienstreis naar de gewone plaats van het werk te begeven.

De bepalingen bedoeld in de punten 2° en 3° zijn echter niet toepasselijk op soldijtrekkende militairen.

Art. 7. § 1. Gedurende een periode van onderbreking van de dienstreis kan de militair, voor een maximumduur door de Minister van Landsverdediging vastgesteld, verder blijven aanspraak maken op de terugbetaling van de logementskosten of van de werkelijk gedragen abonnementskosten betrekkelijk deze periode. De vergoeding voor voedingskosten is niet verschuldigd tijdens de periode van onderbreking.

§ 2. Si l'application des dispositions du présent chapitre, ne permet pas le remboursement des frais visés au § 1er, il sera le cas échéant fait application de l'article 28, § 2, du présent arrêté.

Art. 8. § 1er. Le Ministre de la Défense nationale détermine ce qu'il faut entendre par :

1° l'obligation de prendre un repas à ses frais ou de loger à ses frais en dehors de son domicile pendant un déplacement de service;

2° une interruption du déplacement de service.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale peut pour certains déplacements qui ne répondent pas à la définition d'un déplacement de service, les considérer comme tels.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale peut limiter la durée globale des déplacements de service successifs.

CHAPITRE II. — Transfert du lieu habituel du travail

Section I

Indemnités couvrant les frais de nourriture et les frais de logement

Art. 9. § 1er. Sous réserve des dispositions de l'article 38 du présent arrêté, le régime prévu au chapitre Ier est applicable, pendant une durée maximum de 3 mois, au militaire appointé auquel un nouveau lieu habituel de travail est assigné.

§ 2. A l'égard du militaire appointé dont l'ancien lieu habituel de travail est situé en Belgique, la disposition du § 1er n'est applicable que pour autant que le nouveau lieu habituel de travail soit distant de plus de 10 kilomètres de l'ancien, ainsi que de son domicile.

La condition afférente au domicile n'est pas requise pour le militaire, dont le lieu habituel de travail est aussi le domicile.

§ 3. La distance fixée au § 2 peut, lorsque les circonstances le justifient, être réduite sur décision du Ministre de la Défense nationale moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances.

Art. 10. § 1er. Le régime dont question à l'article 9 peut être maintenu au-delà de la période de 3 mois au militaire appointé auquel un logement de l'Etat a été attribué lors du transfert du lieu habituel du travail, si à l'issue de cette période ledit logement n'est pas encore disponible.

§ 2. Lorsque le transfert du lieu habituel de travail a un caractère provisoire la durée maximum fixée à l'article 9, § 1er, est portée à 6 mois.

Moyennant avis favorable de l'inspecteur des Finances, le Ministre de la Défense nationale peut prolonger cette durée au-delà de la limite de 6 mois.

§ 3. Pendant les périodes de prolongation dont question aux §§ 1er et 2, les frais réels sont remboursés sur présentation d'une note ou d'un reçu et dans la limite des montants fixés aux tableaux 1er et 2, b, de l'annexe au présent arrêté.

Art. 11. Le militaire cesse de bénéficier des indemnités dès que, après le transfert de son lieu habituel de travail, il s'installe dans un nouveau domicile.

Art. 12. Les indemnités fixées au présent chapitre ne sont pas dues au militaire dont le transfert du lieu habituel de travail résulte d'une première affectation.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les différentes situations qui doivent être considérées comme première affectation.

Section 2. — Indemnité de déménagement

Sous-section 1. — Champ d'application

Art. 13. Les dispositions de la présente sous-section sont applicables au personnel militaire appointé, à l'exception :

1° des membres de la réserve de gendarmerie;

§ 2. Indien de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, de terugbetaling van de in § 1, vermelde kosten niet mogelijk maakt, zal, in voorkomend geval, artikel 28, § 2, van dit besluit worden toegepast.

Art. 8. § 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt wat wordt verstaan onder :

1° de verplichting tijdens een dienstreis op eigen kosten een maaltijd te gebruiken of te overnachten buiten zijn woonplaats;

2° een onderbreking van de dienstreis.

§ 2. De Minister van Landsverdediging mag sommige verplaatsingen, alhoewel zij niet aan de bepaling van een dienstreis beantwoorden, als dusdanig aanmerken.

§ 3. De Minister van Landsverdediging mag de globale duur van opeenvolgende dienstreizen beperken.

HOOFDSTUK II

Overbrenging van de gewone plaats van het werk

Afdeling I

Vergoeding tot dekking van de voedings- en logementskosten

Art. 9. § 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 38 van dit besluit, is de in hoofdstuk I bepaalde regeling voor een duur van ten hoogste 3 maanden van toepassing op de weddetrekkende militair die een nieuwe gewone plaats van het werk krijgt aangewezen.

§ 2. Ten aanzien van de weddetrekkende militair waarvan de vorige gewone plaats van het werk in België is gelegen, geldt het bepaalde in § 1 slechts indien de nieuwe gewone plaats van het werk op meer dan 10 kilometer verwijderd ligt van de vorige gewone plaats van het werk en van zijn woonplaats.

De voorwaarde betreffende de woonplaats wordt niet vereist voor de militair, waarvan de gewone plaats van het werk ook de woonplaats is.

§ 3. De bij § 2 bepaalde afstand kan, wanneer zulks door de omstandigheden is verantwoord, bij beslissing van de Minister van Landsverdediging mits het gunstig advies van de inspecteur van Financiën worden verminderd.

Art. 10. § 1. De in artikel 9 bedoelde regeling kan na verloop van de periode van 3 maanden verder worden toegepast op de weddetrekkende militair aan wie bij de overbrenging van de gewone plaats van het werk door de Staat een woning werd toegewezen, wanneer na verloop van deze periode die woning nog niet beschikbaar is.

§ 2. Wanneer de overbrenging van de gewone plaats van het werk van tijdelijke aard is, wordt de bij artikel 9, § 1, bepaalde maximumduur op 6 maanden gebracht.

Op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, mag de Minister van Landsverdediging deze termijn verlengen boven de grens van 6 maanden.

§ 3. Tijdens de in §§ 1 en 2 bedoelde verlengingen, worden de werkelijke kosten op overlegging van een rekening of ontvanstbewijs terugbetaald, binnen de grenzen van de bedragen vastgesteld in de tabellen 1 en 2, b, van de bijlage bij dit besluit.

Art. 11. De vergoedingen worden niet meer uitbetaald aan de militair die zich na de overbrenging van de gewone plaats van het werk in een nieuwe woonplaats vestigt.

Art. 12. De bij dit hoofdstuk bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd aan de militair waarvan de overbrenging van de gewone plaats van het werk uit een eerste aanwijzing volgt.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de verschillende toestanden die als eerste aanwijzing dienen te worden aangezien.

Afdeling 2. — Verhuisvergoeding

Onderafdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 13. De bepalingen van deze onderafdeling zijn van toepassing op het weddetrekkend militair personeel, met uitzondering van :

1° de leden van de rijkswachtreserve;

2° des officiers de réserve effectuant une des prestations visées à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, modifiée par les lois des 28 juin 1960, 26 juillet 1962, 23 juin 1964 et 27 décembre 1973;

3° des militaires utilisés dans les ministères ou dans des organismes d'intérêt public en application de l'arrêté royal n° 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des membres des forces armées.

Sous-section 2

Militaires désignés pour faire du service en Belgique

Art. 14. § 1er. Il est accordé une indemnité de déménagement en cas de changement de résidence consécutif au transfert en Belgique du lieu habituel de travail.

§ 2. La condition de transfert du lieu habituel de travail n'est pas requise pour l'octroi de l'indemnité de déménagement lorsque le changement de résidence :

1° résulte de l'obligation, soit de s'installer dans un immeuble de l'administration, soit de quitter un tel immeuble;

2° est ordonné pour des motifs impérieux de service.

Art. 15. § 1er. L'indemnité de déménagement n'est pas due :

1° lors de la première affectation;

2° lorsque le transfert du lieu habituel de travail résulte d'un retrait temporaire de l'emploi autre que pour un motif de santé ou lorsque ce transfert est consécutif à la demande de l'intéressé;

3° lorsque le choix du nouveau domicile n'est pas compatible avec l'intérêt du service;

4° sous réserve de l'article 14, § 2, lorsque la distance séparant, d'une part, l'ancien et le nouveau lieu habituel de travail et, d'autre part, l'ancien et le nouveau domicile ne dépasse pas cinq kilomètres; cette disposition n'est toutefois pas applicable au militaire dont il est question à l'article 19 lorsque son lieu habituel de travail est transféré de l'étranger en Belgique;

5° lorsque le changement de résidence n'a pas donné lieu à un transport de mobilier.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale ou le commandant de la gendarmerie en ce qui concerne son personnel détermine, pour l'application du présent article, dans quel cas le choix d'un nouveau domicile n'est pas compatible avec l'intérêt du service.

Art. 16. § 1er. L'indemnité de déménagement accordée au militaire marié comprend :

1° une indemnité forfaitaire;

2° une indemnité kilométrique, due tant pour l'aller que pour le retour d'un trajet à déterminer par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Les montants de l'indemnité forfaitaire et de l'indemnité kilométrique sont fixés au tableau 3 de l'annexe au présent arrêté.

§ 3. Le militaire marié dont le ménage comporte plus de quatre personnes à charge est, pour le calcul de l'indemnité de déménagement, considéré comme appartenant à la catégorie de personnel immédiatement supérieure à celle dont il fait partie.

Si ce militaire est officier, il lui est accordé un complément d'indemnité forfaitaire fixé à 850 francs et un complément d'indemnité kilométrique fixé à 5 francs.

Art. 17. Le montant de l'indemnité de déménagement accordé au militaire célibataire n'ayant pas charge de famille est égal au montant des frais réels de transport du mobilier, sans pouvoir toutefois excéder le montant de l'indemnité qui serait accordée si le militaire était marié.

Art. 18. Le militaire bénéficiaire de l'indemnité de déménagement obtient pour lui-même ainsi que pour les personnes constituant son ménage, le remboursement des frais de parcours de l'ancien au nouveau domicile. Ce remboursement est toutefois limité au coût du voyage par moyens de transport en commun.

2° de reserveofficieren die een der prestaties volbrengen welke bij artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren zijn bepaald, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1960, 26 juli 1962, 23 juni 1964 en 27 december 1973;

3° de militairen gebezigd in de ministeries of in instellingen van openbaar nut bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 26, van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit van de leden van de krijgsmacht.

Onderafdeling 2

Militairen aangeduid om dienst te doen in België

Art. 14. § 1. Er wordt een verhuisvergoeding toegekend bij verblijfsverandering ingevolge de overplaatsing naar een andere gewone plaats van het werk in België.

§ 2. De voorwaarde van overplaatsing naar een andere gewone plaats van het werk wordt niet vereist voor de toekenning van de verhuisvergoeding wanneer de verblijfsverandering :

1° het gevolg is van de verplichting, hetzij een woning van de administratie te betrekken, hetzij een dergelijke woning te verlaten;

2° om dwingende dienstredenen wordt opgelegd.

Art. 15. § 1. De verhuisvergoeding is niet verschuldigd :

1° bij de eerste aanwijzing ;

2° wanneer het veranderen van gewone plaats van het werk het gevolg is van een tijdelijke ambtsontheffing die om andere redenen dan gezondheidsredenen wordt opgelegd of wanneer de overplaatsing op verzoek van de belanghebbende geschiedt;

3° wanneer de keuze van de nieuwe woonplaats niet met het belang van de dienst verenigbaar is;

4° behoudens het bepaalde in artikel 14, § 2, wanneer de afstand tussen de voormalige en de nieuwe gewone plaats van het werk enerzijds, en de voormalige en de nieuwe woonplaats anderzijds, niet meer dan vijf kilometer bedraagt; deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de militair waarvan sprake in artikel 19, als zijn gewone plaats van het werk van het buitenland wordt overgebracht naar België;

5° wanneer bij de verblijfsverandering geen vervoer van meubilair heeft plaats gehad.

§ 2. Door de Minister van Landsverdediging of door de commandant van de rijkswacht wat zijn personeel betreft wordt in verband met de toepassing van dit besluit bepaald in welk geval de keuze van een nieuwe woonplaats niet met het belang van de dienst verenigbaar is.

Art. 16. § 1. De verhuisvergoeding die aan de gehuwde militair wordt toegekend, omvat :

1° een forfaitaire vergoeding;

2° een kilometervergoeding zowel voor de heen- als voor de terugreis over de weg die door de Minister van Landsverdediging wordt vastgelegd.

§ 2. De bedragen van de forfaitaire vergoeding en van de kilometervergoeding zijn vastgesteld in tabel 3 van de bijlage bij dit besluit.

§ 3. De gehuwde militair, waarvan het gezin meer dan vier personen ten laste omvat, wordt, wat de berekening van de verhuisvergoeding betreft, geacht te behoren tot de personeelscategorie onmiddellijk boven diegene waarvan hij deel uitmaakt.

Zo deze militair een officier is, wordt bij de forfaitaire vergoeding een supplement gevoegd dat op 850 frank is vastgesteld, en bij de kilometervergoeding een supplement dat op 5 frank is vastgesteld.

Art. 17. Het bedrag van de verhuisvergoeding dat toegekend wordt aan de militair die ongehuwd is en geen gezinslasten heeft, is gelijk aan het bedrag van de werkelijke kosten voor het vervoer van het meubilair; het bedrag van de vergoeding dat zou uitbetaald worden zo de militair gehuwd was, mag evenwel niet worden overschreden.

Art. 18. De militair die de verhuisvergoeding bekomt en de personen die van zijn gezin deel uitmaken, krijgen terugbetaling van de reiskosten, die worden gedragen om zich van de vorige naar de nieuwe woonplaats te begeven; die terugbetaling blijft evenwel beperkt tot de kosten voor een reis met gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Sous-section 3

Militaires désignés pour faire du service à l'étranger

Art. 19. Il est accordé une indemnité couvrant les frais de transport de mobilier, en cas de transfert de Belgique à l'étranger du lieu habituel de travail, au militaire qui, se trouvant dans une des situations déterminées par le Ministre de la Défense nationale, entrepose son mobilier dans une localité du Royaume.

Art. 20. Le militaire visé à l'article 19, qui rentre en Belgique en fin de carrière, bénéficie d'une indemnité couvrant les frais de transport de son mobilier, lorsqu'il transfère, à son domicile, le mobilier qu'il avait entreposé lors de son départ.

Art. 21. Le montant de l'indemnité prévu aux articles 19 et 20 est égal au montant des frais réels de transport du mobilier sans pouvoir toutefois excéder le montant de l'indemnité de déménagement accordé conformément à l'article 16.

CHAPITRE III. — Prestations de service particulières

Art. 22. Pour toute prestation de service particulière dans le lieu habituel du travail et dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense nationale, le militaire appointé qui est dans l'obligation de prendre un ou des repas sur place en dehors de son domicile, bénéficie de l'indemnité pour frais de nourriture au tableau 1er de l'annexe au présent arrêté.

Dans des circonstances exceptionnelles sur lesquelles il appartient au Ministre de la Défense nationale de se prononcer le militaire est remboursé de ses frais de nourriture, sur présentation d'une note ou d'un reçu, dans les limites des montants fixés au tableau 2, a, de l'annexe au présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 23. Les distances kilométriques dont il est question dans le présent arrêté sont calculées de centre à centre des communes des localités concernées d'après l'article 1er de l'arrêté royal du 15 octobre 1969 fixant les distances légales.

Toutefois, pour l'application de l'article 15, § 2, le Ministre de la Défense nationale peut déroger aux dispositions de l'alinéa précédent.

Art. 24. Le Ministre de la Défense nationale peut, en raison des circonstances, fixer des régimes d'indemnisation particuliers pouvant notamment comprendre la prise en charge directe par l'Etat des frais de nourriture.

Toutefois la décision ne peut être prise qu'après avis favorable de l'inspecteur des Finances lorsque les taux de l'indemnité, augmentés, le cas échéant, du prix de la nourriture supporté directement par l'Etat sont supérieurs à ceux découlant de l'application des dispositions du présent titre.

Art. 25. Par décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels dûment justifiés, exposés par le militaire lors d'une prestation mentionnée sous ce titre, peuvent être remboursés.

Art. 26. Les dispositions du présent titre sont applicables aux personnes assimilées aux militaires selon le rang de leur assimilation.

TITRE III

Service permanent auprès de certains quartiers généraux, états-majors et organismes internationaux

Art. 27. § 1er. Le militaire appointé affecté à certains quartiers généraux, états-majors et organismes internationaux que le Ministre de la Défense nationale détermine et qui sont installés en Belgique a droit à une indemnité.

Les taux mensuels de cette indemnité sont fixés par le Ministre de la Défense nationale dans les limites des montants repris au tableau 4 de l'annexe du présent arrêté.

Onderafdeling 3

Militairen aangeduid om dienst te doen in het buitenland

Art. 19. Een vergoeding waardoor de kosten voor het vervoer van het meubilair worden gedekt, wanneer de gewone plaats van het werk van België naar het buitenland wordt overgebracht, wordt toegekend aan de militair die, op voorwaarde dat hij zich in een van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde gevallen bevindt, zijn meubilair ergens in het Koninkrijk opbergt.

Art. 20. De militair bedoeld in artikel 19 die naar België terugkeert op het einde van zijn loopbaan, geniet een vergoeding die de vervoerkosten van zijn meubilair dekt, wanneer hij het meubilair dat hij had opgeborgen bij zijn vertrek, overbrengt naar zijn woonplaats.

Art. 21. Het bedrag van de bij artikelen 19 en 20 bepaalde vergoeding is gelijk aan het bedrag van de werkelijke kosten voor het vervoer van het meubilair zonder dat evenwel het bedrag van de verhuisvergoeding dat overeenkomstig artikel 16 wordt toegekend, mag worden overschreden.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere dienstprestaties

Art. 22. Voor iedere bijzondere dienstprestatie op de gewone plaats van het werk en onder de door de Minister van Landsverdediging bepaalde voorwaarden, waarbij de weddetrekkende militair verplicht wordt een of meer maaltijden ter plaatse en buiten zijn woonplaats te gebruiken, worden de voedingskosten vergoed op basis van de bedragen van tabel 1 van de bijlage bij dit besluit.

In uitzonderlijke omstandigheden waarover de Minister van Landsverdediging zich behoort uit te spreken wordt de militair, op overlegging van een rekening of ontvangstbewijs, vergoed voor zijn voedingskosten binnen de grenzen van de bedragen vastgesteld in tabel 2, a, van de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 23. De afstanden waarvan sprake in deze titel worden gerekend van centrum tot centrum van de gemeenten van de betrokken plaatsen, volgens artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1969 tot vaststelling der wettelijke afstanden.

Evenwel mag de Minister van Landsverdediging voor de toepassing van artikel 15, § 2, afwijken van de in het vorig lid vermelde bepaling.

Art. 24. De Minister van Landsverdediging kan, wegens de omstandigheden, bijzondere vergoedingsstelsels bepalen waarbij inzonderheid de voedingskosten rechtstreeks door de Staat ten laste kunnen worden genomen.

De beslissing kan evenwel slechts na gunstig advies van de inspecteur van Financiën worden getroffen, wanneer de bedragen van de vergoeding, die in voorkomend geval worden verhoogd met de rechtstreeks door de Staat gedragen voedingskosten, hoger liggen dan die welke uit de toepassing van de bepalingen van deze titel voortvloeien.

Art. 25. Bij beslissing van de Minister van Landsverdediging mogen de behoorlijk verantwoorde buitengewone kosten worden terugbetaald, die de militair tijdens de onder deze titel vermelde prestaties heeft gehad.

Art. 26. De bepalingen van deze titel zijn toepasselijk op de met militairen gelijkgestelde personen naar gelang van de rang van hun gelijkstelling.

TITEL III

Vaste dienst bij bepaalde internationale hoofdkwartieren, generale staven en instellingen

Art. 27. § 1. De weddetrekkende militair die wordt aangewezen voor sommige internationale hoofdkwartieren, generale staven en instellingen die de Minister van Landsverdediging bepaalt en die in België zijn gevestigd, heeft recht op een vergoeding.

De maandbedragen van deze vergoeding worden door de Minister van Landsverdediging vastgesteld binnen de grenzen van de bedragen opgenomen in tabel 4 van de bijlage bij dit besluit.

§ 2. Le taux mensuel de l'indemnité est toutefois fixé à 13 500 francs pour l'officier titulaire d'une fonction particulièrement importante que le Ministre de la Défense nationale détermine.

Le nombre de ces fonctions ne peut excéder sept.

Art. 28. § 1er. L'indemnité est due depuis la date de prise des fonctions jusqu'à celle où il est mis fin officiellement à celles-ci.

§ 2. Lorsque l'indemnité n'est due que pour une fraction de mois, elle est fractionnée en trentièmes :

1) si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables;

2) si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre de trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

Art. 29. § 1er. Ne bénéficie pas de l'indemnité citée à l'article 27 l'officier pourvu d'une nomination l'attachant à un poste assimilé à un poste diplomatique.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale fixe, dans chaque cas particulier, les indemnités à allouer à l'officier cité au § 1er; le montant de ces indemnités est déterminé eu égard aux indemnités de même nature accordées aux agents du Ministère des Affaires étrangères remplissant des fonctions de même importance.

TITRE IV. — Frais supplémentaires supportés par certains militaires pour l'instruction d'enfants qui sont à leur charge

CHAPITRE 1er. — Champ d'application

Art. 30. Les dispositions du présent titre sont applicables au militaire appointé, à l'exception :

- 1° du militaire en service aux forces belges en Allemagne;
- 2° du militaire en service permanent à l'étranger;
- 3° du militaire attaché à un poste diplomatique;
- 4° de l'officier de réserve effectuant l'un des rappels ou prestations dont il est question à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, modifiée par les lois des 28 juin 1960, 26 juillet 1962, 23 juin 1964 et 27 décembre 1973;
- 5° du membre du personnel de la réserve de gendarmerie;
- 6° du militaire utilisé à sa demande dans les ministères ou dans les organismes d'intérêt public en application de l'arrêté royal n° 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des membres des forces armées.

CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi

Art. 31. § 1er. Pour pouvoir bénéficier de l'une des indemnités prévues au présent titre, il faut que le militaire :

1. ait à sa charge au moins un enfant auquel un enseignement primaire, secondaire ou spécial est dispensé;
2. ait son lieu habituel de travail situé dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir cet enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale définit les zones qui, pour l'application du présent arrêté, sont considérées comme étant éloignées des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement respectivement en français, en néerlandais ou en allemand.

CHAPITRE III. — Des indemnités

Art. 32. Les indemnités accordées sont déterminées en fonction du domicile du militaire.

Art. 33. Le militaire, qui a son domicile dont question à l'article 32 dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle, a droit, pour chaque enfant dont il est fait mention à l'article 31, soit à une indemnité forfaitaire pour frais d'internat, soit dans la limite

§ 2. Het maandbedrag van de vergoeding wordt evenwel gebracht op 13 500 frank voor de officier die titularis is van een bijzonder belangrijke, door de Minister van Landsverdediging bepaalde functie.

Het aantal dezer functies mag zeven niet overschrijden.

Art. 28. § 1. De vergoeding is verschuldigd vanaf de dag van het in functie treden tot die waarop officieel aan de functie een einde wordt gemaakt.

§ 2. Wanneer de vergoeding slechts verschuldigd is voor een gedeelte van een maand, wordt zij in dertigsten verdeeld :

1) bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien, of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen;

2) bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

Art. 29. § 1. De officier die door benoeming verbonden is aan een met een diplomatieke post gelijkgestelde post, geniet de in artikel 27 vermelde vergoeding niet.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt in elk bijzonder geval, de vergoedingen die worden toegekend aan de in § 1 vermelde officier; het bedrag van die vergoedingen wordt vastgesteld naar dat van de soortgelijke vergoedingen, toegekend aan de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken die gelijkwaardige functies vervullen.

TITEL IV. — Bijkomende kosten die sommige militairen te dragen hebben voor het onderwijs van te hunnen laste zijnde kinderen

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Art. 30. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op de weddetrekkende militair, met uitzondering van :

- 1° de militair in dienst bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland;
- 2° de militair in vaste dienst in het buitenland;
- 3° de militair die aan een diplomatieke post verbonden is;
- 4° de reserveofficier die één van de wederoproeping of prestaties volbrengt als bepaald in artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserve-officieren gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1960, 26 juli 1962, 23 juni 1964 en 27 december 1973;
- 5° het personeelslid van de rijkswachtersreserve;
- 6° de militair die op zijn aanvraag bij de ministeries of bij de inrichtingen van openbaar nut tewerkgesteld is, bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 26 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 31. § 1. Om één van de in deze titel bepaalde vergoedingen te kunnen genieten, is vereist dat :

1. de militair ten minste één kind ten laste heeft aan wie lager, secundair of buitengewoon onderwijs wordt verstrekt;
2. de gewone plaats van het werk van de militair gelegen is in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind bedoeld onderwijs in zijn moedertaal of in zijn gebruikelijke taal kan genieten.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt de zones die voor de toepassing van dit besluit geacht worden verafgelegen te zijn van de plaatsen waar het kind onderwijs onderscheidenlijk in het Frans, het Nederlands of het Duits kan genieten.

HOOFDSTUK III. — Vergoedingen

Art. 32. De toe te kennen vergoedingen worden vastgesteld, rekening gehouden met de woonplaats van de militair.

Art. 33. De militair, die de in artikel 32 bedoelde woonplaats heeft in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind onderwijs kan genieten in zijn moedertaal of zijn gebruikelijke taal, heeft voor ieder kind, als vermeld in artikel 31, recht, hetzij op een forfaitaire vergoeding voor internaatkosten, hetzij

d'un montant maximum fixé par le Ministre de la Défense nationale, moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, au remboursement des frais de transport scolaire.

Art. 34. Le militaire qui n'a pas son domicile dont question à l'article 32, dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle et qui peut rejoindre journalièrement ce domicile, a droit à une indemnité pour frais de transport entre celui-ci et le lieu habituel de travail.

Celui qui se trouve dans des conditions qui ne lui permettent pas de rejoindre journalièrement ce domicile, bénéficie du remboursement des frais de logement aux conditions et dans la limite des montants dont question à l'article 5 du présent arrêté, et a droit à une indemnité pour frais de transport, à raison d'un voyage aller-retour par semaine.

Art. 35. § 1er. Le Ministre de la Défense nationale fixe, moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, pour chaque année scolaire et pour chacun des enseignements primaire, secondaire et spécial, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais d'internat.

Ce montant ne peut cependant excéder le minerval perçu pour le même enseignement, dans les internats de l'Etat.

§ 2. L'indemnité pour frais de transport du militaire est égale au prix du titre de transport le moins coûteux auquel il peut prétendre suivant la catégorie à laquelle il appartient, diminué, le cas échéant, du montant remboursable au titre d'intervention de l'employeur dans le prix de l'abonnement social délivré par la Société nationale des Chemins de fer belges.

§ 3. Le remboursement des frais de logement ou l'indemnité pour frais de transport du militaire peuvent être accordés durant les vacances scolaires, à condition qu'à l'issue de celles-ci l'enfant poursuive des études de l'enseignement primaire, secondaire ou spécial.

Les frais prévus à l'alinéa précédent ne sont pas pris en considération pour le remboursement ou l'indemnité, durant les journées d'absence non réglementairement justifiée du militaire.

Art. 36. Le Ministre de la Défense nationale peut, par décision motivée et moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances déroger aux dispositions du présent chapitre en faveur du militaire qui, répondant aux conditions générales d'octroi du chapitre II du présent titre se trouve dans une situation spéciale et supporte de ce fait des frais de scolarité non prévus audit titre.

TITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 37. Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 26 janvier 1953 fixant le régime d'indemnisation pour frais de séjour applicable aux militaires accomplissant en temps de paix des déplacements de service à l'intérieur du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1955, 24 juin 1965 et 8 avril 1974;

Toutefois, le militaire qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficie des dispositions de l'article 23, § 1er, 2e alinéa, de l'arrêté royal précité, peut continuer à en bénéficier pour une durée maximum de 3 mois.

2° L'arrêté royal du 25 février 1971 modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à l'octroi d'une indemnité aux militaires appointés des forces armées, affectés à certains quartiers généraux, états-majors et organismes internationaux qui sont installés en Belgique.

3° L'arrêté royal du 20 janvier 1972 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais supplémentaires supportés par certains militaires affectés à une unité stationnée en Belgique, pour l'instruction d'enfants qui sont à leur charge.

4° L'arrêté royal du 18 avril 1968 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence du personnel militaire appointé, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1971 et 8 avril 1974.

Art. 38. La réglementation prévue par l'article 9 sera applicable au militaire appointé célibataire qui après un an de durée d'application du présent arrêté, est désigné pour un autre lieu habituel de travail.

op de terugbetaling van de kosten voor schoolvervoer, beperkt tot een maximumbedrag dat door de Minister van Landsverdediging, op gunstig advies van de inspecteur van Financiën wordt bepaald.

Art. 34. De militair, die de in artikel 32 bepaalde woonplaats niet heeft in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind onderwijs kan genieten in zijn moedertaal of zijn gebruikelijke taal en die dagelijks naar die woonplaats kan terugkeren, heeft recht op een vergoeding voor vervoerkosten van die woonplaats tot de gewone plaats van het werk.

Degene die in zulke omstandigheden verkeert dat het hem onmogelijk is dagelijks naar die woonplaats terug te keren, geniet de terugbetaling van de logementskosten onder de voorwaarden en binnen de grenzen van de bedragen bedoeld in artikel 5 van dit besluit, en heeft recht op een vergoeding voor vervoerkosten naar rata van één heen- en terugreis per week.

Art. 35. § 1. Voor elk schooljaar en voor elke vorm van onderwijs, lager, secundair en buitengewoon, bepaalt de Minister van Landsverdediging op gunstig advies van de inspecteur van Financiën het bedrag der forfaitaire vergoeding voor internaatkosten.

Dit bedrag mag evenwel het in de rijksinternaten voor hetzelfde onderwijs te betalen kostgeld niet overschrijden.

§ 2. De vergoeding voor vervoerkosten van de militair is gelijk aan de prijs van het goedkoopste vervoerbewijs waarop hij volgens de categorie waartoe hij behoort aanspraak kan maken, eventueel verminderd met het bedrag van de bijdrage van de werkgever in de prijs van het sociaal abonnement, afgeleverd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

§ 3. De terugbetaling van de logementskosten of de vergoeding voor vervoerkosten van de militair kan gedurende de schoolvakanties worden toegekend, mits het kind bij het einde van deze vakanties zijn studies in het lager, het secundair of het buitengewoon onderwijs voortzet.

De in het vorig lid bedoelde kosten komen niet in aanmerking voor terugbetaling of vergoeding, voor de dagen van niet-reglementair verantwoorde afwezigheid van de militair.

Art. 36. De Minister van Landsverdediging kan, bij gemotiveerde beslissing en op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, afwijkingen van de bepalingen van dit hoofdstuk toestaan, ten gunste van de militair die, terwijl hij aan de algemene toekenningsvoorwaarden van hoofdstuk II van deze titel voldoet, in een bijzondere toestand verkeert en daardoor schoolkosten te dragen heeft die niet in deze titel zijn opgenomen.

TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 37. Worden opgeheven :

1° Het koninklijk besluit van 26 januari 1953 tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen voor verblijfskosten toepasselijk op de militairen die in vredestijd binnen het Rijk dienststrelen maken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1955, 24 juni 1965 en 8 april 1974;

Nochtans kan de militair, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit de bepalingen geniet van artikel 23, § 1, 2e lid, van voornoemd koninklijk besluit, dit voordeel behouden voor een maximumduur van 3 maanden.

2° Het koninklijk besluit van 25 februari 1971 betreffende het verlenen van een vergoeding aan de weddetrekkende militairen van de krijgsmacht, aangewezen voor bepaalde internationale hoofdkwartieren, generale staven en instellingen die in België zijn gevestigd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1972.

3° Het koninklijk besluit van 20 januari 1972 tot regeling van de staatsbijdrage in de bijkomende kosten welke sommige aan een in België gestationeerde eenheid verbonden militairen te dragen hebben voor het onderwijs van de te hunnen laste zijnde kinderen.

4° Het koninklijk besluit van 18 april 1968 tot regeling van de bijdragen van de Staat in de kosten wegens verblijfsverandering voor het weddetrekkende militair personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1971 en 8 april 1974.

Art. 38. De in artikel 9 bedoelde regeling zal toepasselijk zijn op de ongehuwde weddetrekkende militair die na één jaar werkingsduur van dit besluit voor een andere gewone plaats van het werk wordt aangewezen.

Art. 39. Les dispositions du titre II sont suspendues en temps de guerre.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 41. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 1975.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,

P. VANDEN BOEYNANTS.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

G. GEENS

Art. 39. In oorlogstijd worden de bepalingen van titel II geschorst.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 41. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 1975.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,

De Staatssecretaris voor Begroting,

G. GEENS

Annexe — Bijlage

TABLEAU 1

Taux des indemnités forfaitaires pour frais de nourriture

TABEL 1

Bedragen van de forfaitaire vergoedingen voor voedingskosten

Grades Graden (1)	Petit déjeuner ou repas de nuit Ontbijt of nachtmaaltijd (2)	Repas de midi ou du soir Middag- of avondmaal (3)
Officiers — Officieren Adjudants-candidats-officiers Adjudanten-kandidaat-officieren	14	65
Militaires au-dessous du rang d'officier. — Militairen beneden de rang van officier	11	48

TABLEAU 2

Taux maxima pour le remboursement des frais de nourriture et de logement

TABEL 2

Maximumbedragen voor de terugbetaling van de voedings- en logementskosten

2. a) Taux maximum pour le remboursement des frais de nourriture

2. a) Maximumbedragen voor de terugbetaling van de voedingskosten

	Petit déjeuner ou repas de nuit Ontbijt of nachtmaaltijd	Repas de midi ou du soir Middag- of avondmaal
Tous les grades — Alle graden	34	129

2. b) Taux maxima pour le remboursement des frais de logement

2. b) Maximumbedragen voor terugbetaling van de logementkosten

	Taux ordinaire (article 5, § 1er) Gewoon bedrag (artikel 5, § 1)	Taux exceptionnel (article 5, § 2) Buitengewoon bedrag (artikel 5, § 2)
Tous les grades — Alle graden	182	235

TABLEAU 3. — Taux de l'indemnité de déménagement

TABEL 3. — Bedrag van de verhuisvergoeding

Catégories de personnel Categoriën van personeel	Indemnité forfaitaire Forfaitaire vergoeding	Indemnité kilométrique Kilometervergoeding
Les officiers — De officieren	6 050 F	34 F
Les sous-officiers d'élite, ainsi que les adjudants et adjudants-chefs de gen- darmerie — De keuronderofficieren, alsook de adjudanten en adjudanten- chef van de rijkswacht	5 200 F	29 F
Les autres militaires — De andere mili- taires	4 350 F	24 F

TABLEAU 4

Taux maxima pour la fixation de l'indemnité accordée pour service permanent
auprès de certains quartiers généraux, état-majors et organismes internationaux

TABEL 4

Maximumbedragen voor de vaststelling van de vergoeding toegekend voor vaste dienst
bij bepaalde internationale hoofdkwartieren, generale staven en instellingen

Grades — Graden	Taux — Bedragen
Officiers généraux — Opperofficieren	6 277
Officiers supérieurs. — Hoofdofficieren	4 995
Officiers subalternes — Lagere officieren	3 982
Sous-officiers — Onderofficieren	3 105
Caporaux et soldats. — Korporaals en soldaten	1 890

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 octobre 1975.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,

P. VANDEN BOEYNANTS

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

G. GEENS

Ons bekend om gevoegd te worden bij Ons besluit van 21 oktober 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,

De Staatssecretaris voor Begroting,

G. GEENS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

18 SEPTEMBRE 1975. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal
du 28 mars 1974 fixant les échelles des grades particuliers du
Ministère de la Santé publique et de la Famille

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du
personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1974 fixant les échelles des gra-
des particuliers du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
donné le 5 août 1975;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le
10 septembre 1975;

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

18 SEPTEMBER 1975. — Koninklijk besluit tot wijziging van het
koninklijk besluit van 28 maart 1974 tot vaststelling van de
weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het
Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezol-
digingsregeling van het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1974 tot vast-
stelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden
bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

Gelet op het advies van de Syndikale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar
Ambt, gegeven op 5 augustus 1975;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting,
gegeven op 10 september 1975;